

ECO

By Lodj

13
Juillet
26

www.lodj.ma

BUSINESS

PME

TPE

STARTUP

ÉDITO

La Chine s'est réveillée,
et le monde regarde
encore son réveil

LA CHINE S'EST RÉVEILLÉE ET PROGRAMME LE FUTUR

COMMENT L'EMPIRE DU MILIEU REDESSINE
LES RAPPORTS DE FORCE MONDIAUX.



@lodjmaroc



SOMMAIRE

EDITO

LA CHINE S'EST RÉVEILLÉE, ET LE MONDE REGARDE ENCORE SON RÉVEIL

La Chine n'innove pas toujours la première, mais elle industrialise la première

Le futur chinois ne se vend pas : il s'installe

Le drone ne livre pas seulement un colis, il redessine le territoire

La voiture chinoise n'est plus une voiture : c'est un ordinateur avec des roues

Le chantier sans ouvriers : progrès industriel ou bombe sociale ?

Le robot humanoïde chinois sera-t-il d'abord un collègue avant d'être un domestique ?

L'agriculture sans agriculteurs : le nouveau rêve productiviste chinois

La Chine prépare-t-elle une génération qui parlera naturellement aux machines ?

Payer avec sa paume : la fin du portefeuille ou la fin de l'anonymat ?

Une société sous caméra peut-elle rester une société libre ?

Le vrai produit chinois : la confiance dans la machine

La santé à distance : quand le meilleur chirurgien n'est plus dans la salle

La Chine fabrique-t-elle le monde de demain ou son propre système fermé ?

Le nouvel impérialisme n'est peut-être plus militaire : il est logistique

Le Maroc face au réveil chinois : partenaire, marché ou laboratoire ?

ECO
BUSINESS

By Lodi



Imprimerie Arrissala



JUILLET | 2026

PRÉSIDENT ARRISSALA SA : HASSAN SENTISSI EL IDRISSE
CEO DE L'ODJ MÉDIA : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : LYCHA JAIMSSY MBELE - MAMOUNE ACHARKI
MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIRON

WEBDESIGNER / COUVERTURE / ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma

By Lodj BILAN SOCIAL MEDIA

1ER TRIMESTRE 2026

+100 MILLIONS
DE PERSONNES TOUCHÉES



INSTAGRAM

- 67,23 M VUES (+378,7%)
- 163 270 ABONNÉS (+13,9%)
- 942 000 INTERACTIONS



FACEBOOK

- 34,8 M VUES (+53,4%)
- 418 819 ABONNÉS
- 127,1K INTERACTIONS



YOUTUBE

- 3,5 M VUES
- 1,19 M ABONNÉS



TIKTOK

- 1,4 M VUES (-40,2%)
- 172 700 ABONNÉS

INSTAGRAM EXPLODE, FACEBOOK CONSOLIDE,
TIKTOK FLÉCHIT, YOUTUBE STABLE.

LA CHINE S'EST RÉVEILLÉE, ET LE MONDE REGARDE ENCORE SON RÉVEIL

Il y a quelques années encore, parler de la Chine technologique revenait souvent à parler d'usines, de copies, de produits à bas prix et d'exportations massives. Le récit était simple, presque paresseux : l'Occident inventait, la Chine fabriquait.

Ce récit est désormais trop court pour décrire ce qui se passe.

La Chine ne se contente plus de fabriquer les objets du monde. Elle construit les systèmes qui organiseront demain nos déplacements, notre consommation, notre travail, notre santé, nos villes et peut-être même une partie de nos comportements.

Drones de livraison, voitures électriques intelligentes, robots dans les usines, plateformes de paiement, reconnaissance biométrique, agriculture automatisée, intelligence artificielle intégrée aux services, machines capables d'assister les soignants ou de remplacer certaines tâches humaines :

aucun de ces éléments n'est totalement nouveau. Ce qui frappe, en revanche, c'est leur mise en cohérence.

La Chine ne semble pas vouloir gagner uniquement la bataille du produit. Elle cherche à gagner celle de l'écosystème.

Un drone n'est pas seulement un drone. Il suppose un réseau, une réglementation, une plateforme logistique, des données, des batteries, des opérateurs, des zones de vol et des clients habitués à commander autrement. Une voiture électrique n'est pas seulement une voiture. Elle suppose des usines de batteries, des bornes de recharge, des logiciels, des minerais, des ports, des ingénieurs, des garages et des consommateurs prêts à changer de modèle.

Voilà peut-être la véritable révolution chinoise : avoir compris que la technologie ne transforme pas un pays lorsqu'elle reste enfermée dans une vitrine. Elle le transforme lorsqu'elle entre dans la rue, dans l'école, dans l'usine, dans l'hôpital, dans la ferme et dans le quotidien.

Cette montée en puissance force l'admiration. Elle impose aussi la vigilance.

Car le futur chinois n'est pas seulement celui de la vitesse, de la fluidité et de la productivité. Il est aussi celui de la donnée omniprésente, de l'identification généralisée, de la caméra qui observe, de l'algorithme qui classe, de la plateforme qui connaît vos habitudes

et de la machine qui peut progressivement décider à votre place.

Le même système qui simplifie une vie peut aussi en réduire l'espace de liberté.

C'est pourquoi ce dossier ne choisit ni l'enthousiasme aveugle, ni le rejet automatique. La Chine mérite mieux qu'une fascination de salon technologique. Elle mérite une lecture sérieuse, critique et lucide.

Oui, elle avance vite. Oui, elle bouscule les positions industrielles établies. Oui, elle peut devenir un modèle pour de nombreux pays qui veulent moderniser leurs infrastructures, renforcer leur production et réduire leur dépendance. Mais elle pose aussi une question fondamentale : peut-on construire une société plus efficace sans la rendre plus contrôlée ?



Cette interrogation concerne directement le Maroc.

Le Royaume ne doit ni dormir face à cette accélération, ni courir derrière chaque nouveauté comme si toute technologie était forcément synonyme de progrès. Le Maroc doit choisir. Choisir ses secteurs prioritaires. Choisir ses alliances. Choisir les compétences qu'il veut former. Choisir les données qu'il veut protéger. Choisir les dépendances qu'il refuse.

L'automobile, les batteries, l'énergie verte, les ports, la logistique, l'agriculture de précision, l'intelligence artificielle et la formation sont autant de terrains sur lesquels le Maroc peut gagner en puissance. Mais à une condition : ne pas rester uniquement un lieu d'assemblage, de passage ou de consommation.

L'enjeu est de devenir un pays qui comprend, adapte, produit et décide.

La Chine s'est réveillée. Elle ne demande pas au monde de l'attendre. Elle avance, expérimente, construit, exporte et impose progressivement ses standards.



La question n'est donc plus de savoir si ce réveil est spectaculaire.

La vraie question est celle-ci : pendant que la Chine bâtit les infrastructures du monde de demain, que sommes-nous en train de préparer pour le nôtre ?

*Adnane
Benchakroun*

LA CHINE N'INVENTE PAS TOUJOURS LA PREMIÈRE, MAIS ELLE INDUSTRIALISE LA PREMIÈRE

Pendant longtemps, l'Occident s'est raconté une histoire rassurante. Les États-Unis inventeraient, l'Europe régulerait, la Chine copierait. Cette grille de lecture, confortable parce qu'elle place chacun dans un rôle connu, ne résiste plus tout à fait à la réalité. La Chine ne se contente plus de fabriquer à bas coût les objets imaginés ailleurs. Elle prend des technologies parfois conçues hors de ses frontières, les améliore, les adapte, les produit à très grande échelle et les place dans la vie quotidienne.

C'est peut-être là que se situe son avantage le plus spectaculaire. Non pas dans une invention isolée qui ferait la couverture des magazines. Mais dans sa capacité à transformer rapidement une innovation en industrie, puis une industrie en habitude sociale.

Le robot industriel résume bien cette méthode. Pendant des décennies, l'image de la Chine fut celle d'immenses usines remplies d'ouvriers, de chaînes de montage interminables et d'une main-d'œuvre disponible à bas prix. Ce paysage ne disparaît pas d'un coup, mais il est en train de changer. Dans les usines automobiles, électroniques, sidérurgiques ou logistiques, les bras robotisés, les systèmes de vision et les logiciels de production prennent une place croissante.

Cette transition ne signifie pas que la Chine abandonne ses travailleurs. Elle signifie qu'elle prépare l'après-main-d'œuvre bon marché. Quand les salaires progressent, quand la population vieillit et quand la concurrence mondiale s'intensifie, l'automatisation devient moins un luxe qu'une stratégie de survie industrielle.

Ce que Pékin a compris, c'est qu'une innovation n'a de poids géopolitique que lorsqu'elle devient abordable, réparable, exportable et disponible en quantité. Le laboratoire impressionne. L'usine décide. Un prototype peut fasciner quelques minutes dans un salon technologique. Une chaîne de production peut modifier l'équilibre du monde.

Les entreprises chinoises disposent d'un marché intérieur immense, de fournisseurs nombreux, de collectivités locales capables d'accompagner les investissements et d'un État qui identifie clairement des secteurs prioritaires. Batterie, véhicule électrique, robotique, intelligence artificielle, équipements solaires, drones, machines-outils : tous ces domaines ne sont pas traités comme des marchés ordinaires. Ils sont pensés comme des instruments de souveraineté.

Cela ne veut pas dire que tout fonctionne parfaitement. Les surcapacités existent. Certaines entreprises se livrent à une guerre des prix féroce. Des usines peuvent être ouvertes trop vite, des technologies surestimées, des promesses commerciales gonflées. L'industrialisation chinoise n'est pas un miracle sans défaut. Elle est parfois brutale, inégale, et coûteuse pour les concurrents étrangers qui n'ont ni les mêmes volumes ni les mêmes soutiens.

Mais l'essentiel est ailleurs : la Chine a appris à accélérer. Elle raccourcit le chemin entre l'idée, la production, la baisse des coûts et la diffusion de masse. Là où d'autres pays débattent encore de la viabilité commerciale d'une innovation, elle organise déjà les fournisseurs, les usines, les standards et les réseaux de distribution.



C'est aussi pour cela que les voitures électriques chinoises ont cessé d'être une curiosité. Elles sont devenues une offre industrielle crédible, souvent compétitive, parfois plus avancée sur certains équipements numériques. La même logique est à l'œuvre dans les panneaux solaires, les batteries, les drones civils et désormais les robots humanoïdes.

La vraie force chinoise n'est donc pas seulement technologique. Elle est organisationnelle. Elle tient à la capacité de réunir au même endroit les chercheurs, les ingénieurs, les fabricants de composants, les investisseurs, les collectivités, les plateformes numériques et les consommateurs. Une innovation ne reste pas enfermée dans un laboratoire : elle entre dans une chaîne de valeur.

Pour le Maroc, cette évolution doit être regardée avec lucidité. Le Royaume a réussi à construire des filières automobiles et aéronautiques, à attirer des investisseurs et à se positionner dans les batteries, les énergies renouvelables et la logistique. Mais la prochaine étape ne peut pas se limiter à assembler davantage.

La question n'est plus seulement : combien d'usines pouvons-nous accueillir ? Elle devient : quelles technologies allons-nous réellement maîtriser ? Quels brevets, quels logiciels, quels centres de recherche, quelles compétences allons-nous développer ici ?

La leçon chinoise n'est pas qu'il faudrait reproduire son modèle politique ou sa puissance financière. Elle est plus simple, et peut-être plus exigeante : une économie ne devient forte que lorsqu'elle sait transformer ses ambitions en capacités industrielles durables.

La Chine s'est réveillée parce qu'elle a cessé de considérer l'industrie comme un héritage du passé. Elle l'a replacée au centre du futur.



LE FUTUR CHINOIS NE SE VEND PAS : IL S'INSTALLE

Le monde adore les objets qui promettent le futur. Une voiture autonome. Un robot humanoïde. Un drone de livraison. Une montre qui surveille le cœur. Une paire de lunettes qui répond aux questions. Ces objets sont faciles à filmer, faciles à commenter, faciles à transformer en spectacle.

Mais le futur chinois ne tient pas dans un objet. Il tient dans un système.

C'est ce qui rend la transformation en cours plus profonde qu'une simple course aux gadgets. En Chine, la voiture électrique dialogue avec les infrastructures de recharge. Les plateformes de commerce organisent la livraison. Les applications de paiement fluidifient la consommation. Les caméras, les capteurs et les bases de données font fonctionner des villes de plus en plus connectées. Les usines produisent les batteries, les composants, les logiciels et les machines nécessaires à cette circulation.

Autrement dit, le produit n'est pas le drone. Le produit est l'environnement qui permet au drone de voler, d'être autorisé, chargé, identifié, assuré, surveillé et intégré à une chaîne logistique.

Cette différence est fondamentale. Dans de nombreux pays, l'innovation reste fragmentée. Une start-up présente un service. Une université développe une technologie. Une ville expérimente un projet. Une administration rédige un texte réglementaire. Le tout avance, mais rarement à la même vitesse.

La Chine, elle, tente de synchroniser ces dimensions. L'État fixe des priorités. Les villes pilotes accueillent les expérimentations. Les entreprises cherchent les volumes. Les consommateurs adoptent rapidement les nouvelles offres. Les données remontent. Les services s'ajustent. Le système apprend.

Cette logique explique la force de l'écosystème chinois dans la mobilité électrique. Il ne s'agit pas seulement de fabriquer une voiture. Il faut produire les batteries, sécuriser les matières premières, construire les bornes, développer les logiciels embarqués, former les techniciens, organiser le recyclage et créer une offre suffisamment abordable pour toucher des millions d'utilisateurs.

Là où certains pays voient encore la transition électrique comme une contrainte environnementale, la Chine y voit une architecture industrielle. Elle y gagne des emplois, des technologies, des marques, des exportations et une position stratégique dans les chaînes de valeur mondiales.

Cette vision systémique s'applique aussi à l'intelligence artificielle. L'IA n'est pas simplement un outil de conversation ou de création d'images. Elle devient une couche invisible qui s'ajoute à l'éducation, aux hôpitaux, aux usines, à la sécurité, au commerce, aux transports et aux services publics.

Dans cette perspective, le débat n'est plus seulement : "Quelle est la meilleure intelligence artificielle ?" Il devient : "Qui contrôle les données, les infrastructures de calcul, les plateformes et les usages ?"



La Chine avance avec un avantage considérable : elle peut tester à très grande échelle. Une ville de plusieurs millions d'habitants devient un terrain d'expérimentation. Une plateforme numérique peut intégrer un nouveau service à des dizaines de millions d'utilisateurs. Une entreprise industrielle peut déployer des robots dans des milliers de sites.

Ce modèle comporte toutefois une contrepartie. Plus les systèmes sont intégrés, plus ils concentrent du pouvoir. Le même environnement qui rend la vie plus fluide peut aussi rendre l'individu plus traçable. La même application qui simplifie le paiement peut aussi enrichir une base de données. La même caméra qui sécurise un quartier peut aussi surveiller les déplacements.

C'est là que le débat devient politique. Le futur chinois est séduisant parce qu'il est pratique. Il promet moins d'attente, moins de friction, moins de distance entre une demande et une réponse. Mais il pose une question redoutable : qui décide des règles lorsque toute la vie quotidienne passe par des infrastructures numériques ?

La modernité ne se mesure donc pas seulement à la vitesse d'une connexion ou au nombre de robots dans une usine. Elle se mesure aussi à la capacité d'une société à protéger ses citoyens, à organiser la transparence des algorithmes et à empêcher qu'un système de confort ne devienne un système d'obéissance.

Pour le Maroc, l'enjeu est clair. Les villes intelligentes, les plateformes de services, la mobilité électrique, les paiements numériques et l'IA publique peuvent être des accélérateurs de développement. Mais le pays doit éviter une erreur : acheter des technologies sans construire les règles qui les encadrent.

Un pays souverain n'est pas seulement un pays qui possède des infrastructures. C'est un pays qui comprend comment elles fonctionnent, qui contrôle ses données essentielles et qui sait imposer ses propres garde-fous.

Le futur chinois s'installe parce qu'il est pensé comme un système. La vraie question pour les autres pays est de savoir s'ils veulent seulement l'utiliser ou apprendre, eux aussi, à le construire.



LE DRONE NE LIVRE PAS SEULEMENT UN COLIS, IL REDESSINE LE TERRITOIRE

Un drone qui livre un médicament dans un village isolé semble être une bonne nouvelle. Difficile de contester l'image : un appareil léger traverse une vallée, évite des routes difficiles, gagne du temps et dépose une commande essentielle près d'un dispensaire ou d'une maison.

Mais derrière ce geste apparemment simple se cache une transformation beaucoup plus vaste. Le drone ne livre pas seulement un colis. Il peut modifier la relation entre les territoires, les commerces, les services publics et les citoyens.

La Chine l'a compris très tôt. Dans un pays immense, où coexistent des métropoles ultra-connectées et des zones rurales éloignées, la logistique est un enjeu de puissance. La capacité à faire circuler rapidement des biens, de l'information et des services devient une manière de réduire les distances sans construire une route à chaque endroit.

des centres de maintenance et une réglementation adaptée. Il suppose aussi une acceptation sociale. Les habitants doivent avoir confiance dans l'appareil, dans son opérateur et dans les autorités qui l'autorisent.

Il faut également poser la question de l'emploi. La livraison par drone ne remplacera pas demain tous les livreurs, tous les commerçants ou tous les transporteurs. Mais elle peut déplacer une partie de la valeur vers les plateformes, les fabricants, les opérateurs de réseaux et les entreprises de logiciels. Là encore, le changement ne sera pas seulement technique. Il sera économique.

Le drone est donc à la fois un outil technologique et une réponse territoriale. Il peut servir à livrer des produits de santé, à surveiller des cultures, à cartographier des zones difficiles d'accès, à assister les secours ou à transporter des pièces urgentes vers un site industriel. Il peut aussi devenir un outil commercial, celui qui permet aux plateformes de promettre une livraison presque instantanée.

Cette promesse est séduisante. Mais elle ne doit pas masquer les questions qui l'accompagnent.

Qui contrôle le ciel ? Qui organise les couloirs de circulation ? Qui décide des zones interdites ? Que devient la tranquillité des habitants lorsque des engins volants deviennent une présence quotidienne ? Comment protéger les données collectées par les caméras, capteurs et systèmes de géolocalisation embarqués ?

La technologie ne supprime jamais le besoin de règles. Elle le rend plus urgent.

Un drone de livraison suppose des réseaux de télécommunication fiables, des batteries, des plateformes de contrôle, des assurances, des procédures de sécurité,



Dans certaines zones rurales, le drone peut devenir un outil d'inclusion. Il peut faciliter l'accès à certains services, réduire les délais d'approvisionnement et aider les petites localités à rester connectées. Mais dans d'autres cas, il peut accentuer la dépendance à de grandes entreprises capables de contrôler toute la chaîne : commande, paiement, transport, données et relation client.

Le Maroc aurait tort de regarder cette évolution comme un spectacle lointain. Le Royaume connaît lui aussi des territoires montagneux, ruraux ou enclavés. Il connaît des difficultés d'accès aux soins, des besoins agricoles importants et des défis logistiques dans certaines régions.

Les drones pourraient y avoir des usages concrets : suivi des cultures, gestion de l'eau, cartographie, prévention des incendies, aide à la protection civile, acheminement d'équipements médicaux ou contrôle d'infrastructures. Mais la priorité ne doit pas être de faire voler des drones pour impressionner. Elle doit être de résoudre un problème réel.

Un bon projet ne commence pas par la technologie. Il commence par une question simple : quel service voulons-nous améliorer ? La rapidité d'une livraison ? L'accès à la santé ? La surveillance des barrages ? La lutte contre les incendies ? La productivité agricole ?



C'est seulement après qu'il faut choisir l'outil.

Le risque, sinon, est de reproduire une vieille habitude : importer une innovation, organiser une démonstration, publier des images, puis laisser le dispositif s'éteindre faute de modèle économique, de formation ou de maintenance.

La Chine avance parce qu'elle pense le drone comme une pièce d'un système logistique national. Le Maroc devra le penser comme un outil de service public, de développement rural et d'efficacité économique.

Le ciel ne doit pas devenir un espace de gadgets. Il peut devenir un espace de solidarité, à condition d'être bien organisé.

LA VOITURE CHINOISE N'EST PLUS UNE VOITURE : C'EST UN ORDINATEUR AVEC DES ROUES

La voiture a longtemps été un objet mécanique. Un moteur, un volant, quatre roues, un conducteur et une promesse de liberté. La Chine est en train de pousser cette définition vers une autre époque.

Dans les nouveaux modèles électriques, la voiture devient une plateforme numérique. Elle reçoit des mises à jour à distance. Elle collecte des données. Elle parle au conducteur. Elle propose des aides à la conduite. Elle gère la batterie, la navigation, la sécurité, le divertissement et parfois une partie du stationnement ou de la circulation.

Ce changement n'est pas seulement esthétique. Il bouleverse l'industrie automobile.

Pendant des décennies, les grands constructeurs occidentaux ont dominé grâce à leur maîtrise du moteur thermique, de la mécanique, de la sécurité et de la marque. Mais la voiture électrique redistribue les cartes. Elle compte moins de pièces mécaniques, elle dépend davantage des batteries, du logiciel, des capteurs et de l'électronique de puissance.

Or ce sont précisément les terrains sur lesquels la Chine a construit une avance industrielle considérable.

Les constructeurs chinois ont compris que la voiture du futur ne serait pas seulement vendue comme un moyen de transport. Elle serait vendue comme une expérience connectée. On y monte, on parle à une interface, on consulte une carte, on écoute de la musique, on programme une recharge, on reçoit une mise à jour, on partage des informations avec son téléphone.

Cette évolution rapproche l'automobile du smartphone. La voiture devient un terminal mobile, beaucoup plus cher, beaucoup plus puissant et beaucoup plus stratégique.

Le danger est évidemment là : une voiture connectée n'est jamais seulement une voiture. Elle devient aussi une source de données. Elle sait où vous allez, à quelle heure, avec qui, à quelle vitesse, où vous vous arrêtez, quand vous rechargez et parfois quelles applications vous utilisez.

La souveraineté automobile devient donc aussi une souveraineté numérique.

Les Européens ont découvert tardivement que le défi chinois ne se limitait pas aux prix. Certes, les véhicules chinois peuvent être compétitifs grâce à une chaîne industrielle solide et à des coûts de production maîtrisés. Mais ils avancent aussi sur les logiciels, l'intégration de la batterie, l'ergonomie numérique et la vitesse de renouvellement des modèles.



Pour les consommateurs, cela peut être une bonne nouvelle. Plus de concurrence signifie souvent plus de choix, des prix plus accessibles et une innovation plus rapide. Pour les industriels, en revanche, le choc est rude. Les constructeurs historiques doivent désormais apprendre à être aussi performants dans le logiciel que dans la mécanique.

Le Maroc est directement concerné. Le pays est déjà une grande plateforme automobile. Il fabrique, assemble, exporte et forme des compétences. Mais la nouvelle bataille ne sera pas gagnée uniquement avec des usines de montage.

Elle se jouera sur les batteries, l'électronique, les composants, la cybersécurité, les logiciels embarqués, les systèmes de recharge et la formation des ingénieurs. Un pays qui produit des carrosseries mais ne maîtrise ni la batterie ni le logiciel risque de rester dépendant des décisions prises ailleurs.

Le Royaume possède pourtant plusieurs atouts : une industrie automobile solide, une proximité avec l'Europe, des accords commerciaux, des ambitions dans les batteries et une position stratégique entre l'Afrique, l'Europe et l'Atlantique. Mais ces atouts doivent être transformés en capacité technologique réelle.

Il faut aussi éviter une vision naïve de l'autonomie. Les voitures autonomes complètes restent confrontées à des défis de sécurité, de responsabilité juridique, de cartographie et d'infrastructures. Les démonstrations impressionnent, mais la conduite sans conducteur dans toutes les situations reste loin d'être une réalité universelle.



Le plus important n'est peut-être pas la voiture sans chauffeur. Le plus important est la voiture qui devient progressivement intelligente, connectée et intégrée à un réseau.

La Chine ne vend donc pas seulement des véhicules. Elle propose une nouvelle idée de la mobilité : plus électrique, plus logicielle, plus connectée, mais aussi plus dépendante des plateformes et des données.

La voiture du futur ne sera pas seulement fabriquée dans une usine. Elle sera aussi programmée dans un centre de données.

LE CHANTIER SANS OUVRIERS : PROGRÈS INDUSTRIEL OU BOMBE SOCIALE ?

On imagine encore les grands chantiers comme des lieux de bruit, de poussière, de grues et d'hommes en casque. Cette image restera longtemps vraie. Mais elle commence à être bousculée par une autre : celle de machines autonomes, de véhicules guidés par capteurs, de logiciels qui planifient les opérations et de robots capables d'exécuter certaines tâches répétitives ou dangereuses.

La Chine, qui construit à une échelle presque continentale, est un laboratoire idéal pour cette évolution. Routes, ponts, lignes ferroviaires, zones industrielles, immeubles, barrages : le pays a besoin de bâtir vite, beaucoup et parfois dans des conditions difficiles.

L'automatisation des chantiers apparaît alors comme une réponse logique. Elle peut améliorer la précision, renforcer la sécurité, réduire les délais et faire fonctionner des équipements dans des environnements extrêmes. Dans les mines, les zones portuaires ou certains travaux routiers, des véhicules automatisés peuvent déjà accomplir des tâches bien définies.

Mais parler de "chantier sans ouvriers" serait excessif. Ce qui se dessine est plutôt un chantier où le travail humain change de nature.

Les métiers les plus pénibles, les plus répétitifs et les plus dangereux sont les premiers concernés. Cela peut être une bonne nouvelle. Personne ne devrait regretter que des personnes soient moins exposées aux chutes, aux charges lourdes, aux vibrations ou aux conditions extrêmes.

Le problème commence lorsque l'automatisation est pensée uniquement comme une réduction du coût du travail. Dans ce cas, le progrès technique peut rapidement devenir un facteur de précarité. Les gains de productivité bénéficient à l'entreprise, mais les salariés, eux, se retrouvent face à une question brutale : que vais-je devenir lorsque la machine fera ma tâche plus vite et moins cher ?

La réponse ne peut pas être morale. Il ne suffit pas de dire aux travailleurs qu'ils doivent "s'adapter". Encore faut-il leur donner les moyens de le faire.

L'automatisation crée de nouveaux emplois : techniciens de maintenance, opérateurs de systèmes, spécialistes des données, ingénieurs, superviseurs de machines, experts en sécurité numérique. Mais ces emplois ne sont pas automatiquement accessibles à ceux dont le métier disparaît. Ils exigent formation, accompagnement, temps et parfois une véritable reconversion.

C'est là que le modèle chinois mérite attention. La robotisation s'y déploie avec une logique de puissance industrielle. L'objectif n'est pas seulement d'économiser des salaires. Il est aussi d'éviter que la montée des coûts et le vieillissement démographique ne fassent perdre au pays sa place d'atelier mondial.



La machine devient donc un outil de compétitivité nationale.

Pour le Maroc, le sujet est tout aussi sensible. Le pays veut construire, moderniser ses infrastructures, développer ses zones industrielles et accueillir de nouvelles filières. La robotisation peut améliorer la qualité, la sécurité et la vitesse d'exécution. Mais elle pose une question sociale essentielle : comment éviter une modernisation qui exclut ?

Le chantier marocain de demain doit être plus sûr, plus précis et plus durable. Il doit aussi rester créateur d'emplois qualifiés.

Cela suppose de former dès maintenant les ouvriers, les chefs de chantier, les techniciens et les jeunes diplômés aux métiers hybrides : ceux qui combinent savoir-faire manuel, maîtrise du numérique, lecture de plans, gestion des machines et sécurité.

Il faudra également revoir certaines formations professionnelles. Le métier de conducteur d'engin, par exemple, pourrait évoluer vers celui de pilote de machine assistée. Le maçon pourrait utiliser des outils de mesure numérique. Le responsable de chantier pourrait s'appuyer sur des logiciels de planification et des capteurs en temps réel.

Le progrès ne doit pas être refusé. Il doit être négocié.

Car la machine ne décide pas seule de l'avenir du travail. Ce sont les choix politiques, économiques et sociaux qui déterminent si elle libère l'humain des tâches les plus dures ou si elle le relègue à la marge.

La Chine construit des chantiers plus automatisés parce qu'elle veut construire plus vite. Le Maroc devra, lui, veiller à construire mieux : des infrastructures, mais aussi une société capable de ne laisser personne sous les décombres de la modernisation.



LE ROBOT HUMANOÏDE CHINOIS SERA-T-IL D'ABORD UN COLLÈGUE AVANT D'ÊTRE UN DOMESTIQUE ?

Le robot humanoïde fascine parce qu'il ressemble à une vieille promesse de science-fiction. Il marche, parle, porte des objets, exécute des gestes humains et parfois danse devant les caméras. À chaque démonstration, le même imaginaire revient : demain, chacun aura son robot à la maison.

C'est possible, mais ce n'est probablement pas là que la révolution commencera.

Avant d'être un domestique, le robot humanoïde sera sans doute un collègue. Ou plus exactement, une machine présente dans les entrepôts, les usines, les hôtels, les hôpitaux, les centres commerciaux et certains services de sécurité.

La Chine s'est engagée très vite dans cette compétition. Les autorités locales et nationales soutiennent le développement de la robotique dite "incarnée", c'est-à-dire une intelligence artificielle capable d'agir dans le monde physique à travers un corps mécanique. L'objectif est clair : ne pas laisser les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud ou l'Europe occuper seuls le terrain des machines capables d'intervenir dans les environnements humains.

Mais il faut garder la tête froide. Les robots humanoïdes restent encore loin de la polyvalence humaine. Marcher sur un sol irrégulier, saisir un objet fragile, comprendre une consigne ambiguë, travailler plusieurs heures sans incident, éviter une personne, reconnaître un danger ou improviser dans un environnement imprévu : toutes ces tâches sont beaucoup plus complexes qu'elles n'en ont l'air.

La démonstration est souvent brillante. La fiabilité industrielle est une autre affaire.

C'est pourquoi les premiers usages seront probablement très encadrés. Les robots travailleront dans des espaces préparés pour eux. Ils effectueront des tâches répétitives. Ils seront surveillés. Ils serviront de manutentionnaires, d'assistants de production, de guides, de démonstrateurs ou d'agents de service.



La question importante n'est donc pas : "Quand le robot remplacera-t-il l'être humain ?" La bonne question est : "Quelles tâches voulons-nous lui confier, et sous quelles règles ?"

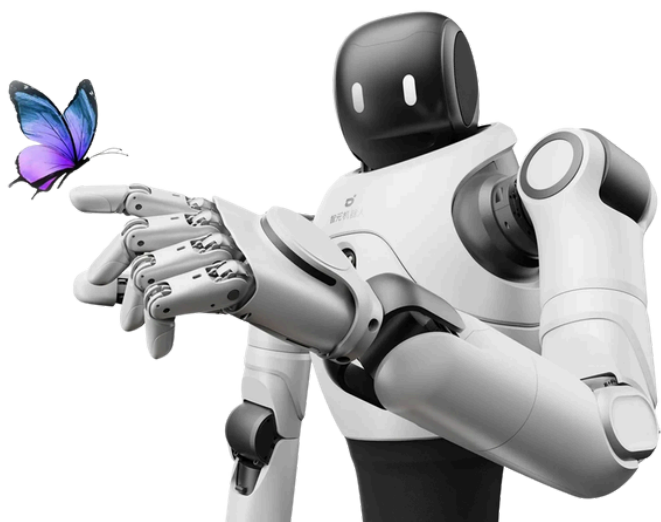
Dans les usines, un robot humanoïde peut avoir un avantage sur les machines traditionnelles : il peut évoluer dans des espaces conçus pour les humains, utiliser certains outils existants et accomplir des opérations variées. Mais il doit encore prouver qu'il est plus rentable, plus sûr et plus durable qu'un bras robotisé ou qu'un salarié bien formé.

Dans les hôpitaux, il peut aider au transport de matériel, à l'orientation des visiteurs ou à certaines tâches logistiques. Mais il ne doit jamais devenir un prétexte pour réduire la relation humaine entre soignants et patients.

Dans les hôtels ou les commerces, il peut répondre à des questions simples, guider un client ou livrer un objet. Mais un accueil entièrement automatisé risque aussi de rendre les services plus froids, plus impersonnels et moins attentifs aux situations particulières.

Le débat sur les robots humanoïdes sera donc moins technique que social. Quel rapport au travail voulons-nous préserver ? Quelle place accorder à l'humain dans les métiers de service ? Que faire lorsqu'une entreprise remplace des emplois stables par des machines louées à un fournisseur technologique ?

La Chine peut accélérer parce qu'elle dispose d'un immense tissu industriel, d'une filière électronique dense et d'un marché prêt à tester de nouveaux usages. Mais même elle ne pourra pas éviter les questions de responsabilité, de sécurité et d'acceptabilité.



Un robot qui tombe, se trompe, blesse quelqu'un ou transmet mal une instruction pose immédiatement une question juridique : qui est responsable ? Le fabricant ? L'entreprise qui l'utilise ? Le programmeur ? L'opérateur ? Le propriétaire du logiciel ?

Le Maroc doit observer cette évolution sans la caricaturer. Il serait absurde de croire que les robots humanoïdes vont déferler demain dans toutes les entreprises. Mais il serait imprudent de les considérer comme un simple divertissement de salon technologique.

La robotique de service, l'automatisation logistique et l'IA incarnée peuvent créer de nouvelles activités, notamment dans les zones industrielles, les ports, les services touristiques et la santé. Encore faut-il que le pays prépare ses ingénieurs, ses techniciens et ses juristes.

Un robot humanoïde n'est pas seulement une machine. C'est un concentré de mécanique, d'électronique, de batteries, de capteurs, d'intelligence artificielle, de données et de droit.

La Chine veut faire de cette machine un produit de masse. Le reste du monde doit décider s'il veut en être consommateur, fabricant ou simplement spectateur.

L'AGRICULTURE SANS AGRICULTEURS : LE NOUVEAU RÊVE PRODUCTIVISTE CHINOIS

L'agriculture est souvent décrite comme un monde ancien. La terre, les saisons, les gestes transmis, le rythme du climat. Pourtant, elle est devenue l'un des terrains les plus actifs de la révolution technologique.

Dans les campagnes chinoises, comme ailleurs, les drones, les capteurs, les logiciels de suivi, les tracteurs guidés, les machines de précision et les plateformes de données s'installent progressivement. L'objectif est simple : produire davantage, gaspiller moins, surveiller plus finement et réduire la dépendance à une main-d'œuvre devenue plus rare ou plus coûteuse.

Ce mouvement peut sembler évident dans un pays qui doit nourrir une population immense tout en faisant face à des contraintes foncières, environnementales et démographiques. La Chine ne voit pas l'agriculture automatisée comme un luxe. Elle y voit une question de sécurité alimentaire.

Le drone agricole est probablement l'image la plus connue de cette transformation. Il peut cartographier une parcelle, surveiller l'état des cultures, détecter des zones de stress hydrique, pulvériser avec précision ou aider à planifier l'irrigation. Mais le véritable changement ne vient pas du drone seul. Il vient de la capacité à combiner les informations : météo, sol, eau, croissance des plantes, maladies, rendement, prix et logistique.

L'agriculteur de demain ne disparaît pas forcément. Mais son métier se transforme. Il doit interpréter des données, piloter des outils, choisir des solutions techniques et comprendre des marchés de plus en plus numérisés.

Cette transition comporte un risque majeur : celui de créer une agriculture à deux vitesses. D'un côté, de grandes exploitations capables d'acheter des machines, des logiciels et des services de conseil. De l'autre, de petits agriculteurs qui n'ont ni l'accès au crédit, ni les compétences numériques, ni les volumes suffisants pour rentabiliser ces investissements.

L'automatisation peut augmenter la productivité. Elle peut aussi renforcer les inégalités.

C'est pourquoi la question n'est pas seulement technologique. Elle est sociale. Comment faire en sorte que les petites exploitations puissent bénéficier des outils numériques ? Comment organiser des coopératives de services ? Comment mutualiser les drones, les capteurs, les machines et l'expertise ?

Dans un pays comme le Maroc, cette question est centrale. L'agriculture marocaine est confrontée à la rareté de l'eau, à la variabilité climatique, à la pression sur les rendements et à la nécessité de mieux valoriser les productions. La technologie peut être une partie de la réponse, à condition de ne pas être transformée en slogan.



Un drone n'arrose pas à lui seul une culture. Une application ne crée pas de pluie. Un capteur ne remplace pas une politique de l'eau.

Mais les outils numériques peuvent aider à utiliser chaque goutte plus intelligemment. Ils peuvent repérer les fuites, cibler l'irrigation, suivre les maladies, optimiser les traitements et mieux connecter les producteurs aux marchés.

Le risque serait d'importer des solutions pensées pour de grandes plaines mécanisées sans les adapter aux réalités marocaines : petites parcelles, diversité des cultures, contraintes de financement, disponibilité limitée du réseau dans certaines zones et niveau inégal de formation.

L'expérience chinoise est utile parce qu'elle rappelle que l'agriculture technologique ne se limite pas à des machines. Elle repose sur les infrastructures, la formation, les données, les services de maintenance et l'organisation collective.

Elle pose aussi une question philosophique. Que voulons-nous sauver de l'agriculture ? Seulement sa productivité ? Ou aussi son rôle social, territorial et culturel ?

L'agriculture n'est pas une usine comme les autres. Elle produit de la nourriture, mais elle structure aussi des villages, des familles, des paysages et des savoir-faire.

La Chine rêve d'une agriculture plus automatisée pour sécuriser son alimentation. Le Maroc doit construire une agriculture plus intelligente sans perdre ceux qui la font vivre.

Le meilleur usage de la technologie sera celui qui donne davantage de pouvoir aux agriculteurs, au lieu de les rendre dépendants d'outils qu'ils ne comprennent pas.



LA CHINE PRÉPARE-T-ELLE UNE GÉNÉRATION QUI PARLERA NATURELLEMENT AUX MACHINES ?

La grande bataille technologique ne se joue pas uniquement dans les laboratoires, les usines ou les centres de données. Elle se joue aussi dans les salles de classe.

La Chine l'a bien compris. L'intelligence artificielle, la programmation, la robotique et la culture numérique ne doivent pas être réservées à une petite élite d'ingénieurs. Elles doivent progressivement entrer dans l'éducation générale, dès le plus jeune âge.

Cette orientation est stratégique. Un pays qui veut compter dans l'économie de demain ne peut pas former des enfants qui utilisent les technologies sans les comprendre. Il doit former des citoyens capables de les interroger, de les programmer, de les détourner, de les améliorer et de les encadrer.

L'idée n'est pas seulement d'apprendre à coder. Elle est plus vaste. Il s'agit d'apprendre à raisonner avec une machine sans devenir dépendant de ses réponses.

L'école chinoise cherche ainsi à préparer une génération à l'IA comme les générations précédentes ont été préparées à l'informatique, aux langues étrangères ou aux sciences. Ce choix peut sembler naturel dans un pays qui fait de la technologie un axe central de sa puissance. Mais il pose aussi des questions.

Une école ne doit pas devenir une usine à programmeurs. L'intelligence artificielle ne doit pas remplacer l'histoire, la littérature, la philosophie, les arts ou l'éducation civique. Au contraire, plus les machines deviennent puissantes, plus ces disciplines deviennent importantes.



Car une machine peut générer un texte, mais elle ne possède pas une conscience morale. Elle peut analyser une image, mais elle ne porte pas de responsabilité. Elle peut proposer une réponse rapide, mais elle ne sait pas toujours ce qui est juste, ce qui est humain ou ce qui est souhaitable.

Former à l'IA sans former au discernement serait une erreur.

La Chine peut avancer vite parce qu'elle dispose d'une capacité de planification éducative considérable. Mais chaque pays doit trouver son propre équilibre. L'enjeu n'est pas de copier un programme scolaire. Il est de comprendre qu'une fracture est en train de se créer entre ceux qui savent dialoguer avec les machines et ceux qui les subissent.

Au Maroc, ce sujet est déjà là. Les élèves utilisent des assistants d'IA, souvent sans cadre précis. Certains les emploient pour résumer un cours, corriger une phrase ou chercher une explication. D'autres s'en servent pour contourner un devoir. Les enseignants, eux, oscillent entre curiosité, inquiétude et manque de formation.

Interdire totalement serait illusoire. Laisser faire sans règles serait irresponsable.

Il faut donc inventer une pédagogie de l'IA. Apprendre aux élèves à vérifier une information, à repérer une erreur, à comparer plusieurs sources, à distinguer une réponse plausible d'une réponse juste. Apprendre aussi que l'IA n'est pas neutre : elle reflète des données, des langues dominantes, des biais culturels et des intérêts économiques.

Le Maroc possède une richesse particulière : une diversité linguistique et culturelle qui peut devenir un terrain d'innovation. Former des jeunes capables de travailler en arabe, en amazigh, en français, en anglais et en darija, tout en maîtrisant les outils numériques, serait un avantage considérable.

Mais cela suppose de produire des contenus locaux. Une intelligence artificielle nourrie presque exclusivement de références étrangères ne répondra jamais parfaitement aux réalités marocaines.

L'école doit donc préparer non pas des consommateurs de technologie, mais des créateurs de contexte. Des élèves capables de dire : "Cette réponse est correcte techniquement, mais elle ne correspond pas à notre réalité."

La Chine prépare une génération qui parlera naturellement aux machines. Le Maroc doit préparer une génération qui saura leur répondre sans perdre sa voix propre.

La technologie peut accélérer l'apprentissage. Elle ne doit jamais réduire l'ambition éducative. Le but de l'école n'est pas de fabriquer des utilisateurs efficaces. Il est de former des citoyens libres, compétents et capables de penser contre l'évidence.



PAYER AVEC SA PAUME : LA FIN DU PORTEFEUILLE OU LA FIN DE L'ANONYMAT ?

Un geste de la main. Une caméra lit les contours de la paume. Le paiement est validé. Plus de carte bancaire, plus de téléphone, plus de billet, parfois même plus de code.

Cette scène donne une impression de futur fluide. Tout devient plus rapide. On entre, on achète, on repart. Le portefeuille semble appartenir à une autre époque.

La Chine est l'un des pays où cette logique de paiement biométrique trouve un terrain favorable. Après la généralisation des paiements par téléphone, la biométrie apparaît comme l'étape suivante : le corps devient lui-même un moyen d'identification.

Le progrès est évident. Dans certains usages, il peut simplifier la vie quotidienne, réduire les fraudes, aider les personnes âgées ou faciliter l'accès à des services. Mais il faut immédiatement poser une question : que se passe-t-il lorsque notre corps devient notre mot de passe ?

Un mot de passe peut être changé. Une carte peut être bloquée. Un téléphone peut être remplacé. Une paume, un visage, une voix ou une empreinte digitale ne peuvent pas être modifiés aussi facilement.

La donnée biométrique est donc plus sensible que les autres. Lorsqu'elle est collectée, stockée, croisée et analysée, elle peut suivre une personne pendant très longtemps.

Le débat ne porte pas seulement sur la sécurité technique. Il porte sur le pouvoir. Qui détient la base de données ? Qui peut y accéder ? Combien de temps les informations sont-elles conservées ? Peut-on refuser ce type de paiement sans être exclu de certains services ? Existe-t-il une autorité indépendante pour contrôler les abus ?

Dans une société numérique, la commodité devient souvent le meilleur argument. On accepte une nouvelle technologie parce qu'elle fait gagner quelques secondes. Puis, peu à peu, elle devient la norme. Ceux qui refusent apparaissent comme compliqués, méfiants ou démodés.

C'est précisément à ce moment-là que la vigilance doit commencer.

Le paiement biométrique n'est pas forcément dangereux par nature. Il peut être utile dans des conditions strictes : consentement réel, alternative accessible, limitation des données collectées, sécurité renforcée, contrôle indépendant et droit à l'effacement lorsque cela est possible.

Le problème apparaît lorsque la biométrie se combine avec d'autres bases de données : vidéosurveillance, identité numérique, historique de consommation, déplacements, réseaux sociaux, données de santé. Chaque élément paraît isolé. Ensemble, ils peuvent dessiner un portrait extrêmement détaillé d'une personne.

La Chine montre la puissance de cette intégration. Mais elle montre aussi le risque d'un monde où la frontière entre service commercial et contrôle administratif devient de plus en plus floue.

Le Maroc doit anticiper ce débat avant d'être rattrapé par lui. Les paiements numériques progressent. L'identité numérique, les services en ligne, les applications bancaires et les systèmes de sécurité vont continuer à se développer. La question n'est pas de savoir si la biométrie arrivera. Elle est déjà là dans plusieurs usages. La question est de savoir dans quel cadre elle sera utilisée.

Le pays doit éviter deux excès. Le premier serait de rejeter toute innovation par peur. Le second serait de tout accepter au nom de la modernité.

La modernité n'est pas le fait de tout numériser. La modernité est la capacité de protéger les citoyens pendant que l'on numérise.

Payer avec sa paume peut sembler pratique. Mais une société libre doit toujours permettre à ses membres de garder une part d'anonymat, de choix et de distance vis-à-vis des systèmes qui les identifient.

Le vrai progrès n'est pas de pouvoir payer sans portefeuille. Le vrai progrès est de pouvoir utiliser la technologie sans abandonner son contrôle sur soi-même.



By Lodj

L'ODJ MÉDIA N'EST PAS UN TRIBUNAL, mais elle convoque les faits.



CHAQUE JOUR, NOUS DÉFENDONS
LA VÉRITÉ AVEC RIGUEUR ET IMPARTIALITÉ.

WWW.LODJ.MA

UNE SOCIÉTÉ SOUS CAMÉRA PEUT-ELLE RESTER UNE SOCIÉTÉ LIBRE ?

Une caméra au coin d'une rue rassure parfois. Elle peut aider à résoudre une agression, identifier un véhicule, protéger un lieu sensible ou intervenir plus vite en cas d'incident. Dans un monde marqué par l'insécurité, la promesse est simple : voir davantage pour protéger mieux.

Mais lorsque les caméras deviennent omniprésentes, lorsqu'elles sont reliées à des logiciels de reconnaissance faciale, à des bases de données, à des systèmes d'analyse comportementale et à des plateformes d'intelligence artificielle, la question change de nature.

Il ne s'agit plus seulement de sécurité. Il s'agit de liberté.

La Chine est devenue l'un des symboles mondiaux de cette société de surveillance technologique. Dans de nombreuses villes, les dispositifs de vidéo, de contrôle numérique et d'identification biométrique se sont multipliés. Le système peut rendre certains services plus fluides, faciliter la gestion urbaine ou renforcer la lutte contre certaines formes de criminalité. Mais il donne aussi aux autorités une capacité de suivi considérable.

Le danger n'est pas uniquement qu'une caméra vous voie. Le danger est qu'elle sache qui vous êtes, où vous allez, avec qui vous êtes, à quelle fréquence vous passez dans un lieu et quel comportement vous adoptez.

La surveillance moderne ne fonctionne plus comme dans les vieux films. Elle n'exige pas nécessairement un agent qui observe des écrans toute la journée. Elle peut être automatisée. Des logiciels trient, détectent, comparent, signalent et classent. L'humain n'intervient parfois qu'après, lorsque la machine a déjà produit une alerte.

C'est ce qui rend l'intelligence artificielle particulièrement sensible dans ce domaine. Une erreur humaine est déjà grave. Une erreur automatisée, reproduite à grande échelle, peut devenir injuste pour des milliers de personnes.

Qui garantit que les systèmes de reconnaissance faciale ne se trompent pas ? Qui vérifie qu'ils ne discriminent pas certaines catégories de population ? Qui contrôle les listes, les fichiers, les algorithmes et les décisions prises à partir d'eux ?

Ces questions ne sont pas abstraites. Elles concernent le quotidien. Une personne identifiée à tort peut être empêchée d'entrer dans un lieu, contrôlée de manière abusive, soupçonnée, fichée ou privée d'un droit. Dans une démocratie, ces risques doivent être encadrés par la loi, par le juge et par des autorités indépendantes.

La Chine représente un modèle de puissance technologique où la sécurité, l'efficacité administrative et le contrôle politique peuvent se renforcer mutuellement. C'est ce qui le rend impressionnant pour certains États, et inquiétant pour de nombreux défenseurs des libertés.

Le Maroc doit tirer une leçon simple : les technologies de sécurité peuvent être utiles, mais elles ne doivent jamais fonctionner sans limites.

Le pays a besoin de sécurité. Il a besoin de lutter contre la criminalité, de protéger les citoyens, de sécuriser les infrastructures et d'améliorer la gestion des villes. Mais cette nécessité ne doit pas devenir un chèque en blanc technologique.

Chaque usage de la reconnaissance faciale devrait répondre à des critères stricts. Est-il nécessaire ? Est-il proportionné ? Existe-t-il une alternative moins intrusive ? Qui contrôle les données ? Pendant combien de temps sont-elles conservées ? Comment une personne peut-elle contester une erreur ?

Une société libre ne se définit pas par l'absence de caméras. Elle se définit par l'existence de règles qui empêchent les caméras de devenir un pouvoir sans contrôle.

Le débat ne doit pas opposer naïvement sécurité et liberté. Les deux sont nécessaires. La vraie question est de savoir comment les équilibrer.

La technologie peut aider à protéger les citoyens. Mais lorsqu'elle les transforme tous en suspects potentiels, elle détruit peu à peu la confiance qu'elle prétend défendre.

La Chine rappelle au monde que la surveillance peut devenir extrêmement performante. Le défi des autres sociétés est de prouver qu'elles peuvent être modernes sans devenir transparentes de force.



LE VRAI PRODUIT CHINOIS : LA CONFIANCE DANS LA MACHINE

Pourquoi certaines technologies sont-elles adoptées presque instantanément dans un pays et accueillies avec méfiance dans un autre ? Pourquoi une application de paiement, une voiture électrique ou un robot de service sont-ils perçus ici comme une menace, là-bas comme une promesse ?

La réponse ne tient pas seulement à la technologie. Elle tient à la culture, aux habitudes, au rapport au progrès et à la confiance.

La Chine a construit, en quelques décennies, une société où les plateformes numériques sont devenues omniprésentes. On commande, on paie, on échange, on se déplace, on travaille et parfois on accède à des services administratifs par l'intermédiaire d'un téléphone.

Cette continuité numérique crée une forme d'acceptation. Lorsqu'une nouvelle technologie arrive, elle n'apparaît pas comme une rupture totale. Elle semble être la suite logique d'un monde déjà connecté.

Le consommateur chinois n'est pas forcément moins critique que les autres. Mais il vit dans un environnement où l'innovation est souvent associée à l'amélioration rapide du quotidien. Une livraison plus rapide, un paiement plus simple, un déplacement plus confortable, un service plus accessible : le bénéfice est visible.

L'Occident, lui, aborde souvent la technologie avec un mélange de fascination et de soupçon. Il y voit l'innovation, mais aussi la menace sur l'emploi, la vie privée, la démocratie ou les liens sociaux. Cette prudence n'est pas toujours un frein. Elle peut être une protection.

Le problème apparaît lorsque le débat devient caricatural. Soit l'on célèbre la machine comme une solution à tous les problèmes. Soit on la rejette comme une menace absolue. Dans les deux cas, on cesse de penser.

La Chine avance parce qu'elle ne se contente pas d'inventer des produits. Elle crée des usages. Elle rend les technologies visibles, accessibles, parfois incontournables. L'habitude devient un moteur plus puissant que la publicité.

C'est aussi une question de génération. Pour une jeunesse qui a grandi avec le smartphone, le paiement numérique et les plateformes, la présence d'un robot dans un centre commercial ou d'une IA dans une application ne paraît plus extravagante. Elle paraît presque normale.

Mais la confiance dans la machine peut devenir une forme de dépendance. Lorsque les citoyens n'ont plus d'alternative au numérique, l'adoption cesse d'être totalement libre. On ne choisit plus vraiment une technologie : on s'adapte à un environnement qui l'impose.

C'est pourquoi il faut distinguer l'acceptation du consentement. Une population peut utiliser massivement un outil sans avoir réellement participé au débat sur ses conséquences.

Le Maroc se trouve à un moment intéressant. Le pays est très connecté, très mobile, très jeune. Les réseaux sociaux, les applications de livraison, les paiements électroniques et les services numériques y progressent rapidement. Mais la confiance reste parfois fragile, notamment lorsqu'il s'agit de données personnelles, de transactions financières ou de services publics.

Cette prudence peut être une force. Elle oblige les entreprises et les institutions à expliquer, à sécuriser et à rendre des comptes.

Pour développer une culture technologique saine, il faut éviter de vendre l'innovation comme un miracle. Il faut montrer ce qu'elle résout, ce qu'elle coûte, ce qu'elle change et ce qu'elle risque de détruire.

La vraie confiance ne naît pas de la publicité. Elle naît de la transparence.

Un citoyen acceptera plus facilement un service numérique s'il sait comment ses données sont utilisées, s'il peut corriger une erreur, s'il dispose d'un recours et s'il peut continuer à vivre normalement sans être obligé d'abandonner toutes ses informations personnelles.

La Chine a construit une confiance pratique dans la machine : elle fonctionne, elle fait gagner du temps, elle simplifie. Le Maroc devra construire une confiance démocratique : elle fonctionne, mais elle respecte aussi les droits, les choix et la dignité des personnes.

C'est peut-être cela, la différence entre une société simplement connectée et une société réellement moderne.



LA SANTÉ À DISTANCE : QUAND LE MEILLEUR CHIRURGIEN N'EST PLUS DANS LA SALLE

Pendant longtemps, la médecine a été liée à la présence. Le médecin face au patient. Le chirurgien dans le bloc. L'infirmier au chevet. Le spécialiste dans son cabinet.

Les technologies numériques ne vont pas supprimer cette présence. Mais elles vont en modifier le sens.

La Chine investit fortement dans les hôpitaux intelligents, la robotique médicale, la télémédecine, les outils d'aide au diagnostic et les systèmes automatisés de gestion des médicaments. Cette orientation répond à une réalité simple : comment améliorer l'accès aux soins dans un pays immense, avec des inégalités territoriales considérables et une population vieillissante ?

La chirurgie assistée par robot est l'un des exemples les plus impressionnants. Elle permet à un praticien de réaliser certains gestes avec une très grande précision, grâce à des instruments miniaturisés et à une vision augmentée. Mais il faut éviter les malentendus : le robot ne remplace pas le chirurgien. Il devient un outil entre ses mains. La distinction est essentielle. La médecine ne peut pas être abandonnée à une machine, même très performante. Une décision médicale implique des données, bien sûr, mais aussi une écoute, une compréhension du contexte, une responsabilité et une relation humaine.

L'IA peut aider à repérer une anomalie sur une image, à trier des dossiers, à prédire certains risques, à organiser des rendez-vous ou à assister les professionnels dans des tâches répétitives. Elle peut faire gagner du temps. Mais elle peut aussi produire des erreurs, reproduire des biais ou donner une fausse impression de certitude.

Dans la santé, une erreur algorithmique n'est jamais une simple erreur technique. Elle touche une personne, une famille, une vie.

Le vrai potentiel de la technologie se situe peut-être moins dans le spectaculaire que dans l'organisation. Un système de santé peut être amélioré lorsque les médicaments arrivent mieux, lorsque les rendez-vous sont mieux gérés,

lorsque les dossiers sont accessibles de manière sécurisée, lorsque les zones rurales peuvent consulter un spécialiste à distance et lorsque les professionnels sont soulagés de certaines tâches administratives.

Le Maroc peut tirer beaucoup de cette évolution. Les inégalités territoriales d'accès aux soins restent une réalité. Dans certaines régions, il est difficile de consulter un spécialiste rapidement. La télémédecine, bien encadrée, pourrait rapprocher certains services des patients.

Un généraliste dans une zone éloignée pourrait échanger avec un spécialiste dans un CHU. Une image médicale pourrait être relue à distance. Une consultation de suivi pourrait éviter à un patient de parcourir des centaines de kilomètres.

Mais la technologie ne doit pas servir d'alibi au manque de médecins, au manque d'équipements ou à la faiblesse des infrastructures. Une connexion internet ne remplace pas un hôpital. Une plateforme ne remplace pas une ambulance. Un algorithme ne remplace pas un soignant.

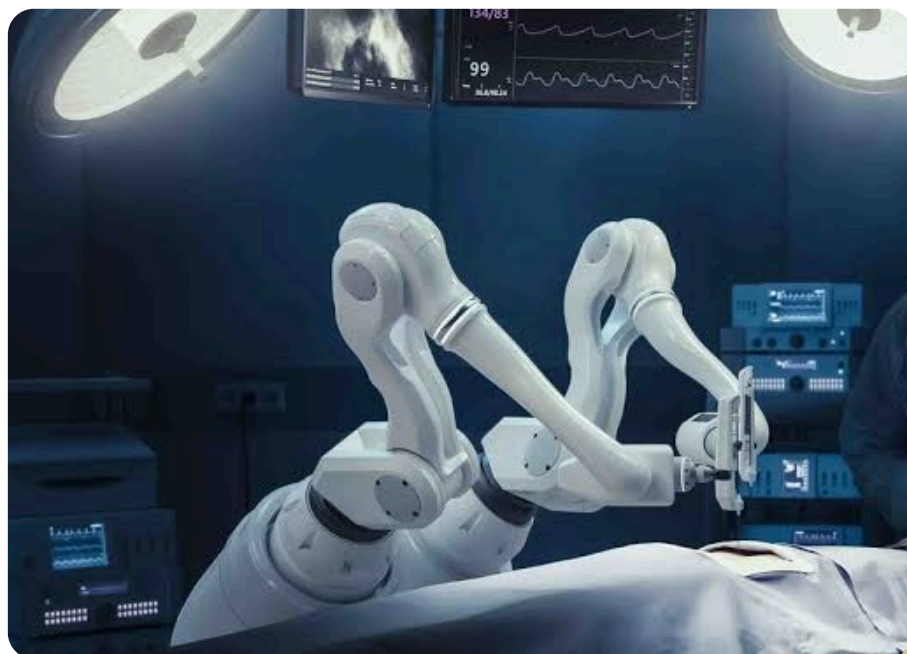
La priorité doit être de renforcer le système humain, puis de le rendre plus intelligent.

Il faut également protéger les données de santé avec une rigueur absolue. Le dossier médical est l'une des informations les plus intimes qu'une personne puisse confier à une institution. Il contient des éléments sur le corps, les maladies, les traitements, parfois la vie familiale et sociale.

Confier ces données à des plateformes sans garanties suffisantes serait une erreur grave.

La Chine montre qu'un pays peut déployer rapidement les outils de santé numérique. Mais le Maroc doit choisir sa propre méthode : une innovation utile, encadrée, progressive et centrée sur le patient.

Le meilleur hôpital du futur ne sera pas celui qui possède le plus de robots. Ce sera celui qui utilise la technologie pour donner plus de temps, plus de précision et plus d'attention aux humains.



LA CHINE FABRIQUE-T-ELLE LE MONDE DE DEMAIN OU SON PROPRE SYSTÈME FERMÉ ?

La puissance technologique chinoise impressionne parce qu'elle semble cohérente. Des batteries aux voitures, des drones aux plateformes, des réseaux 5G aux robots, des paiements numériques aux villes intelligentes, tout paraît relié.

Mais cette cohérence soulève une interrogation plus profonde : la Chine fabrique-t-elle des technologies ouvertes au monde ou un système qui dépend de ses propres normes, de ses propres plateformes et de ses propres infrastructures ?

La question est importante, car les technologies ne sont jamais neutres. Elles portent avec elles des standards, des langues, des règles, des modèles économiques et parfois une vision politique.

Lorsqu'un pays adopte une infrastructure numérique étrangère, il n'achète pas seulement des équipements. Il peut aussi adopter une dépendance : dépendance aux mises à jour, aux pièces détachées, aux logiciels, aux données, aux formations, aux fournisseurs et aux décisions prises ailleurs.

La Chine l'a compris mieux que beaucoup d'autres. Elle veut réduire sa propre dépendance vis-à-vis des technologies américaines ou européennes. Elle veut produire ses composants, renforcer ses entreprises, développer ses standards et sécuriser ses chaînes d'approvisionnement.

Cette stratégie est compréhensible. Tous les grands pays cherchent à protéger leurs intérêts. Mais lorsqu'elle devient trop fermée, elle peut fragmenter le monde numérique.

Nous risquons alors de vivre dans plusieurs univers technologiques : des plateformes américaines, des systèmes chinois, des réglementations européennes, des infrastructures régionales. Chaque bloc défend ses entreprises, ses normes et ses données.

Cette fragmentation peut avoir des conséquences concrètes. Les entreprises devront adapter leurs produits selon les marchés. Les utilisateurs pourront être enfermés dans des écosystèmes différents. Les États devront choisir entre plusieurs fournisseurs, plusieurs normes et parfois plusieurs dépendances.

Le problème n'est pas que la Chine veuille être souveraine. Le problème serait que la souveraineté devienne une fermeture complète.

Pour les pays émergents, le risque est réel. Ils peuvent être séduits par des technologies chinoises accessibles, rapides à déployer et parfois moins coûteuses. Mais ils doivent éviter de signer des contrats qui les rendent captifs pour des décennies.

La bonne coopération n'est pas celle qui vend une boîte noire. C'est celle qui transmet des compétences, forme des ingénieurs locaux, permet l'interopérabilité et respecte les règles de protection des données.

Le Maroc est particulièrement concerné par ce débat. Sa position géographique et économique en fait un pont entre plusieurs espaces : Afrique, Europe, monde arabe, Atlantique. Il a intérêt à rester ouvert, à diversifier ses partenariats et à éviter toute dépendance excessive.

Le Royaume peut travailler avec la Chine, avec l'Europe, avec les États-Unis, avec les pays du Golfe, avec l'Afrique et avec d'autres partenaires. Mais il doit garder une exigence : ne jamais perdre la maîtrise de ses infrastructures critiques.

Cela concerne les télécommunications, les ports, les données publiques, les plateformes administratives, les systèmes de paiement, les réseaux électriques intelligents et les outils de sécurité.

La Chine ne doit donc pas être regardée comme une menace automatique. Elle est un partenaire majeur, un concurrent industriel et une source d'inspiration. Mais toute relation technologique doit être discutée avec maturité.

L'ouverture ne signifie pas la naïveté. La souveraineté ne signifie pas l'isolement.

Le défi du Maroc sera de construire des alliances sans devenir dépendant, d'accueillir les investissements sans abandonner la valeur ajoutée et d'adopter les technologies sans perdre le contrôle de ses données.

La Chine construit son propre système parce qu'elle veut peser dans le monde de demain. Les autres pays doivent éviter de devenir de simples utilisateurs dans un futur écrit par d'autres.



LE NOUVEL IMPÉRIALISME N'EST PEUT-ÊTRE PLUS MILITAIRE : IL EST LOGISTIQUE

Pendant des siècles, la puissance s'est mesurée par la taille des armées, le nombre de navires, le contrôle des routes maritimes et la possession des matières premières. Ces éléments comptent toujours. Mais une autre forme de puissance s'est imposée : la logistique.

Qui contrôle les ports ? Qui fabrique les batteries ? Qui possède les navires ? Qui fournit les plateformes de commerce ? Qui maîtrise les routes ferroviaires, les câbles sous-marins, les entrepôts, les satellites, les systèmes de paiement et les réseaux de livraison ?

La Chine a compris que le monde moderne ne se domine pas seulement avec des armes. Il se structure avec des chaînes de valeur.

Un pays qui fournit les panneaux solaires, les batteries, les véhicules électriques, les équipements de télécommunication, les drones, les machines industrielles et les plateformes de commerce ne vend pas seulement des produits. Il construit une dépendance matérielle.

La logistique est devenue une géopolitique silencieuse. Elle ne fait pas toujours la une des journaux, mais elle façonne les rapports de force.

Quand une crise bloque un canal maritime, retarde des composants ou augmente le coût du transport, on découvre brutalement que l'économie mondiale repose sur des routes fragiles. La pandémie l'a montré. Les tensions commerciales l'ont confirmé. Les guerres et les sanctions ont rappelé que la mondialisation n'est pas un mécanisme abstrait : elle dépend de ports, de conteneurs, de navires, de puces électroniques et de batteries.

La Chine a investi dans cette réalité. Elle a développé des capacités industrielles gigantesques, renforcé ses exportations, accompagné ses entreprises à l'étranger et construit des liens commerciaux dans de nombreuses régions du monde.

Ses véhicules électriques, par exemple, ne circulent pas seuls. Ils ont besoin de ports, de navires spécialisés, de centres de distribution,

de services après-vente, de bornes de recharge et de pièces détachées. Chaque produit exporté entraîne derrière lui une infrastructure.

C'est là que se joue la vraie compétition. Pas seulement dans la vente d'une voiture ou d'un téléphone, mais dans la maîtrise de tout ce qui permet à ces produits d'exister.

Le Maroc occupe une position très particulière dans cette nouvelle géographie. Grâce à Tanger Med, à son industrie automobile, à ses accords commerciaux et à sa proximité avec l'Europe, le pays possède déjà une place importante dans les flux industriels et logistiques.

Mais cette position doit être consolidée. Le Maroc ne doit pas devenir seulement un couloir où transitent les produits des autres. Il doit devenir un espace où se créent de la valeur, de la technologie, de la maintenance, de la formation et de l'innovation.

Cela implique de développer les ports, bien sûr, mais aussi les zones industrielles, les compétences logistiques, les solutions numériques, les plateformes régionales et les services à forte valeur ajoutée.

La Chine peut être un partenaire dans cette ambition. Ses entreprises peuvent investir, transférer des savoir-faire, participer à des projets industriels et contribuer à la montée en gamme de certaines filières. Mais le Maroc doit garder une stratégie claire.

Il faut négocier l'emploi local, la formation, la recherche, l'intégration de fournisseurs marocains et l'accès aux technologies. Sans cela, l'investissement peut créer de l'activité sans créer de véritable autonomie.

Le nouvel impérialisme n'est donc pas nécessairement une domination militaire visible. Il peut être une dépendance aux chaînes d'approvisionnement, aux standards, aux logiciels, aux composants et aux réseaux logistiques.

La Chine a compris que la puissance du XXI^e siècle se trouve souvent dans les entrepôts, les ports et les centres de données.

Le Maroc doit comprendre que sa géographie est un avantage. Mais une géographie ne suffit jamais. Il faut la transformer en stratégie.



LE MAROC FACE AU RÉVEIL CHINOIS : PARTENAIRE, MARCHÉ OU LABORATOIRE ?

La Chine s'est réveillée. Elle avance dans la robotique, l'intelligence artificielle, les batteries, les véhicules électriques, les plateformes numériques, les drones et les infrastructures. Elle a compris que le futur ne se joue pas seulement dans les discours, mais dans les usines, les écoles, les ports, les villes et les centres de données.

Face à cette montée en puissance, le Maroc doit éviter trois attitudes.

La première serait la fascination. Regarder la Chine comme un miracle, applaudir chaque innovation, signer des accords et croire que la technologie importée suffit à créer le développement. Ce serait une erreur.

La deuxième serait la peur. Considérer toute avancée chinoise comme une menace, refuser les partenariats, se replier et imaginer que l'on peut rester à l'écart des grandes transformations mondiales. Ce serait une autre erreur.

La troisième attitude, la plus utile, est celle de la stratégie.

Le Maroc doit se demander ce qu'il veut obtenir de ses relations technologiques avec la Chine. Des investissements ? Oui. Des emplois ? Évidemment. Mais cela ne suffit pas. Il faut aussi rechercher du transfert de compétences, de la recherche locale, des partenariats universitaires, des centres de formation, des fournisseurs marocains et une intégration réelle dans les chaînes de valeur.

Le Royaume possède des atouts sérieux. Une industrie automobile compétitive. Une position logistique exceptionnelle. Des ambitions dans les énergies renouvelables. Des réserves de phosphate importantes pour certaines filières de batteries. Une stabilité relative. Des accords commerciaux avec plusieurs grandes zones économiques. Une jeunesse qui s'intéresse de plus en plus au numérique et à l'entrepreneuriat.

Ces atouts peuvent faire du Maroc un acteur de la nouvelle économie industrielle. Mais seulement s'ils sont organisés autour d'une vision.

Cette vision devrait reposer sur plusieurs principes.

D'abord, le Maroc doit choisir ses batailles. Il ne peut pas être excellent partout. Il doit identifier les secteurs où il possède un avantage réel : batteries, composants automobiles, logistique, énergies renouvelables, industrie aéronautique, technologies agricoles, services numériques multilingues et formation technique.

Ensuite, il doit investir davantage dans la compétence. Les usines sont importantes. Les ingénieurs, les techniciens, les chercheurs et les entrepreneurs le sont encore plus. Une usine peut déménager. Une compétence reste.

Le pays doit donc renforcer ses écoles d'ingénieurs, ses universités, ses instituts de formation professionnelle et ses programmes d'apprentissage numérique. Il faut former non seulement des utilisateurs de logiciels, mais aussi des créateurs de solutions.

Troisième principe : protéger les données et les infrastructures critiques. Les partenariats technologiques sont nécessaires, mais ils doivent être encadrés. Les données des citoyens, des administrations, de la santé, des entreprises stratégiques et des infrastructures ne peuvent pas être traitées comme une marchandise ordinaire.

Quatrième principe : favoriser l'innovation locale. Le Maroc ne doit pas seulement attirer des entreprises étrangères. Il doit faire émerger les siennes. Des start-up, des PME industrielles, des laboratoires, des bureaux d'études et des plateformes capables de répondre aux besoins nationaux et africains.

Cinquième principe : penser africain. Le Maroc peut devenir un hub de services, de formation, de logistique et de technologie pour le continent. Mais cela suppose de construire des solutions adaptées aux réalités africaines : coût, connectivité, langues, énergie, formation et accès au financement.

La Chine a réussi parce qu'elle a pensé à grande échelle. Le Maroc n'a pas besoin de l'imiter dans ses dimensions. Il doit s'inspirer de sa cohérence.

Un pays avance lorsqu'il relie ses écoles à ses usines, ses ports à ses entreprises, ses universités à ses territoires, ses données à ses lois et ses ambitions à des projets concrets.

Le Maroc ne doit être ni un simple marché pour les produits chinois, ni un laboratoire où l'on teste des technologies conçues ailleurs.



Il doit devenir un partenaire exigeant, capable de dire oui lorsqu'un projet sert ses intérêts, et non lorsqu'il crée une dépendance. La Chine s'est réveillée. Le Maroc, lui, n'a pas le droit de dormir.

By Lodj

L'ODJ MÉDIA

N'EST PAS UN SERVICE DE LIVRAISON,

mais elle vous dépose
l'essentiel **à domicile.**



L'information utile,
sans détour, sans emballage inutile.

WWW.LODJ.MA

QUI ÉCRIRA LES RÈGLES DU MONDE QUI VIENT ?

La Chine s'est réveillée. Mais la vraie question n'est plus de savoir si elle avance vite. Elle est de savoir qui, demain, écrira les règles du monde qu'elle est en train de construire.

Car ce qui se joue ne se résume pas à la sortie d'un nouveau téléphone, à la démonstration d'un robot humanoïde ou à la performance d'une voiture électrique. Ce qui se joue est plus profond : une bataille pour les infrastructures, les données, les standards, les chaînes de valeur et les usages quotidiens.

La Chine ne veut pas seulement vendre des voitures. Elle veut maîtriser les batteries, les logiciels, les composants, les ports, les réseaux de recharge et les marchés qui les feront rouler. Elle ne veut pas seulement fabriquer des robots. Elle veut contrôler les capteurs, les puces, les plateformes, les systèmes d'exploitation et les formations qui permettront de les utiliser. Elle ne veut pas seulement développer l'intelligence artificielle. Elle veut peser sur les données, les normes, les langues, les applications et les décisions que cette intelligence assistera demain.

C'est là que se trouve sa force : dans la cohérence.

Pendant que d'autres pays discutent encore de l'opportunité d'agir, la Chine construit des usines, forme des ingénieurs, équipe des villes, finance des filières, teste des usages et installe des habitudes. Elle avance parfois avec excès, parfois avec brutalité, parfois au prix de zones d'ombre sérieuses sur la liberté, la vie privée et le contrôle des citoyens. Mais elle avance.

Le danger, pour le reste du monde, serait de regarder cette accélération comme un simple spectacle. D'admirer les démonstrations, de commenter les vidéos de robots et de croire que le sujet concerne seulement les grandes puissances.

Il concerne tout le monde.

Il concerne les pays qui veulent produire davantage sans dépendre totalement des technologies étrangères. Il concerne les villes qui veulent devenir intelligentes sans devenir intrusives. Il concerne les écoles qui doivent préparer les enfants à l'IA sans renoncer à former leur esprit critique. Il concerne les agriculteurs, les ouvriers, les médecins, les chauffeurs, les commerçants, les journalistes et les citoyens.

Car la révolution chinoise ne pose pas seulement une question technologique. Elle pose une question de souveraineté.

Qui possédera les données ? Qui fixera les normes ? Qui décidera de ce qu'un algorithme peut voir, classer, prédire ou refuser ? Qui contrôlera les machines lorsqu'elles seront présentes dans les usines, les hôpitaux, les administrations et les foyers ? Et surtout : qui pourra dire non ?

Pour le Maroc, ce dossier ne doit pas être lu comme une invitation à copier. Le modèle chinois est né d'une histoire, d'une taille, d'un État et d'une culture qui ne sont pas les nôtres. Mais il doit être compris comme un avertissement.

Le monde ne laissera pas le temps aux retardataires de se préparer tranquillement.

Le Maroc dispose d'atouts réels : une industrie automobile déjà solide, une position logistique stratégique, des ambitions énergétiques, une ouverture vers l'Afrique, l'Europe et l'Atlantique, ainsi qu'une jeunesse qui s'approprie vite les outils numériques. Mais ces atouts ne deviendront une force que s'ils sont reliés par une stratégie.

Il ne suffit plus d'attirer des usines. Il faut former, produire, protéger, inventer et négocier. Il ne suffit plus d'acheter des technologies. Il faut comprendre ce qu'elles font de nos données, de nos emplois et de notre autonomie. Il ne suffit plus de célébrer l'innovation. Il faut décider à qui elle profite.

La Chine s'est réveillée.

Le Maroc, lui, doit désormais choisir s'il veut être un marché, un atelier, un partenaire ou un acteur.

Et dans le monde qui vient, cette différence fera toute la différence.



By Lodi



LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez
à une analyse approfondie de l'actualité
économique marocaine et internationale.

www.pressplus.ma

